



Radhi Meddeb Président d'IPEMED

Réinventer le processus euro-méditerranéen

► L'année 2011 aura été riche en événements. Dans les pays du Sud de la Méditerranée, les réveils arabes ont apporté une éclaircie dans une région que les analystes politiques disaient fossilisée et sortie de l'Histoire. Les peuples se sont levés pour rejeter les blocages, le chômage, la mauvaise gouvernance et les multiples discriminations. Les pays du Nord se débattent dans une crise des dettes souveraines qui met à mal

les fondements mêmes de la zone euro et annoncent une crise économique et politique de grande ampleur.

2012 s'annonce comme l'année de tous les dangers. Au Sud, les élections portent une vague islamiste, peu habituée à l'exercice du pouvoir, pressée d'emboîter le pas aux régimes qu'elle remplace. Les menaces s'amorcellent, les désordres s'installent, les extrémismes fleurissent, dans une déconnexion affligeante des exigences économiques et sociales des populations.

Au Nord, la dégradation des notes souveraines est en cours, laissant peu de marges de manœuvre à la relance et au soutien des économies. La récession

s'annonce, avec le chômage, la dégradation des pouvoirs d'achat et son lot d'extrémismes et de xénophobie. Dans ce contexte, le processus euro-méditerranéen doit sortir de sa gangue, s'ouvrir sur les sociétés civiles et les mobiliser. Il doit être réinventé dans la proximité et dans le soutien solidaire. Il s'agit d'un projet civilisationnel pour toute la région. Il est de notre devoir de le réinventer en démocratisant l'idée, en partageant la vision et en faisant des populations de véritables parties prenantes. C'est à ce prix que ce projet inéluctable de rapprochement des deux rives rebondira et exprimera son potentiel de croissance et de développement au profit de tous les peuples de la région.

Transitions arabes : comment les accompagner ?

LES PAYS EUROPÉENS VONT-ILS ÊTRE CAPABLES D'ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES À L'ŒUVRE OU BIEN LE MODÈLE TURC VA-T-IL S'IMPOSER AUX PAYS DU SUD ?

Les bouleversements à l'œuvre dans les pays sud de la Méditerranée ouvrent la voie à des périodes de transition sans que l'on sache encore ce vers quoi elles vont déboucher. Elles seront probablement longues même si tout va plus vite aujourd'hui et l'impatience du changement est à la hauteur des frustrations accumulées pendant les décennies de dictature. À l'heure de l'extraordinaire rapidité de diffusion de l'information le risque est grand de vouloir faire

coïncider le temps médiatique au temps politique.

Le principal défi que doivent relever les nouveaux acteurs est celui de la revendication politique et sociale exprimée par les manifestants. Les observateurs s'interrogent sur le programme économique de ces partis se réclamant de l'islam politique, premières forces politiques issues des urnes aussi bien en Tunisie, au Maroc et demain en Égypte. Ceux-ci ne manquent pas de rassurer les investisseurs étrangers conscients de la nécessité de remettre l'économie en marche au risque d'être très vite contestés par leurs électeurs. Hamadi Jebali, secrétaire général d'Ennahda, a pris soin de dire lors de l'inauguration d'un congrès sur les voyages à Monastir qu'« *Ennahda n'est pas un parti religieux mais un parti civil politique* ». Dans le même temps, la Banque centrale de Tunisie a tiré la sonnette d'alarme en raison, selon elle,

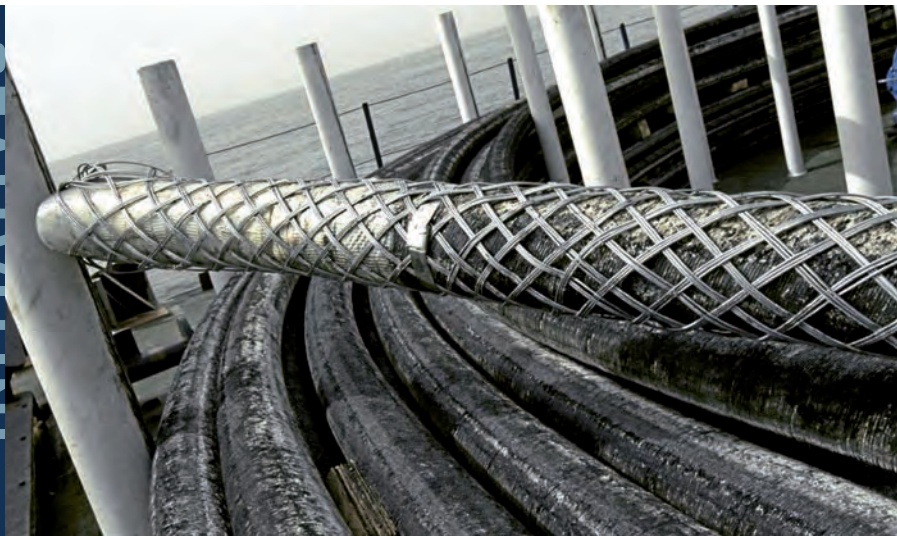
du manque de visibilité des investisseurs locaux et étrangers sur la politique économique et appelle à une accélération du processus de formation du gouvernement afin de regagner la confiance des investisseurs.

CARENES. Les partis islamistes ont gagné car ils défendent les plus défavorisés, palliant ainsi les carences des États. Ils ne sont pas usés par le pouvoir, car ils ne l'ont jamais exercé, et revendiquent une plus grande autonomie en politique régionale et internationale vis-à-vis des États-Unis et des Européens. C'est en cela que le modèle turc les inspire : forte croissance économique associée à une capacité à parler d'égal à égal avec Washington ou Bruxelles. Pour autant, l'expérience turque va-t-elle s'imposer dans les pays de la rive sud de la Méditerranée ? Ankara le souhaite probablement. À charge pour les pays européens de relever le défi qui leur est lancé d'accompagner les transitions en trouvant l'équilibre entre non-indifférence et non-ingérence et en s'ouvrant afin de favoriser de vrais échanges et non en se repliant frileusement sur sa rive nord.

Agnès Levallois



Après la victoire électorale d'Ennahda, Hamadi Jebali est le candidat officiel du parti pour le poste de Premier ministre du gouvernement tunisien.



Pose d'un réseau de câbles sous-marins pour importer l'électricité du Maghreb.

SOLAIRE

Plan solaire méditerranéen

● La Banque mondiale a accordé au Maroc un prêt d'un montant total de 297 millions de dollars pour la construction d'un complexe de production d'électricité solaire à Ouarzazate, dans le Sud du pays. Le président de l'Institution a déclaré que le projet pourrait «faire progresser le potentiel de cette technologie, créer de nombreux emplois dans la région, aider l'Union européenne à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de CO₂ et approfondir l'intégration économique et énergétique autour de la Méditerranée». Le prêt permettra de cofinancer le développement et la construction de capteurs cylindro-paraboliques, dans le cadre d'un partenariat public-privé entre l'Agence marocaine d'énergie solaire (Masen) et un partenaire privé. Cette

phase correspond à une première tranche de 160 MW et donnera au Maroc la possibilité d'économiser l'équivalent de 240 000 tonnes de dioxyde de carbone par an. Selon la Banque mondiale, cet accord s'insère parfaitement au plan de développement des centrales solaires à concentration (CSP) au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Accord de coopération Desertec et Medgrid

● Les deux consortiums européens privés, Desertec et Medgrid, travaillant dans le cadre du Plan solaire méditerranéen, un des projets phares de l'Union pour la Méditerranée, viennent de signer un accord de coopération. Desertec produira l'électricité et son partenaire réalisera les interconnexions sous-marines entre les deux continents, notamment via le détroit de Gibraltar. «La perspective de produire de l'énergie solaire et éolienne pour



Günther Oettinger, commissaire européen à l'Énergie.

la bénéfice commun des citoyens d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient existe à présent», a commenté le commissaire européen à l'Énergie, Günther Oettinger. L'objectif global du projet est de produire 15% de la demande européenne en électricité à l'horizon 2050. Ce projet ambitieux se heurtait à des objections de la part des pays du Sud. Certains se demandaient pourquoi ils devaient exporter de l'électricité vers les pays du Nord. Cette hypothèque a été depuis levée, le projet devant d'abord servir à couvrir les besoins croissants du Sud et, pour une partie seulement, l'exportation vers l'Europe.

UN CHIFFRE

2,6%

de croissance en 2011, dans les pays du Sud de la Méditerranée, avec des risques de recul

C'est le chiffre avancé dans un rapport du service Études économiques et financières de la Banque européenne d'investissement qui s'intitule «Banking in the Mediterranean: Challenges and Opportunities» (Les banques en Méditerranée : défis et opportunités).

RÉUNION

Sommet euro-méditerranéen à Istanbul

● Ce sommet a rassemblé des représentants des Conseils économiques et sociaux, des organisations de la société civile, des employeurs, des syndicats et des acteurs socio-économiques des pays de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Les principaux thèmes abordés concernaient le nouvel environnement politique dans la région Euromed et le rôle de la société civile, sans oublier les sujets relatifs à l'esprit d'entreprise, l'innovation et la créativité, la coopération en matière d'immigration, la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et enfin le développement rural et l'emploi. Trois priorités ont émergé de ces discussions : la consolidation durable de la démocratie, la promotion de l'intégration régionale, notamment l'intégration économique, le développement social avec la nécessité de trouver des solutions globales liées aux questions de la mobilité et de l'immigration.

UMA

L'Union du Maghreb arabe refait surface

● La cinquième édition de la Semaine méditerranéenne des leaders économiques vient de se tenir à Barcelone, organisée par la Chambre de commerce de Barcelone, l'Association des Chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée (Ascame), l'Institut européen de la Méditerranée (IEMED), le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM) et la Banque européenne d'investissement (BEI). «L'approfondissement de l'intégration maghrébine est la seule voie pour un meilleur développement et un impératif pour les pays de l'UMA et de l'Union européenne. D'où la



Le diplomate tunisien Habib Ben Yahia est secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe depuis février 2006.

nécessité de continuer le chemin ensemble, de donner l'élan nécessaire grâce à des partenariats concrets et des actions concertées». Tel est le message du secrétaire général de l'UMA à cette occasion.

www.eib.org/attachments/med/economic_report_banking_med_en.pdf



À Ouarzazate, la mise en service de la centrale solaire est prévue pour 2015.

L'UPM pour une stratégie euro-méditerranéenne

La première réunion ministérielle de l'UPM sur le développement urbain durable organisée par la France, en lien avec la co-présidence égyptienne, la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne, s'est déroulée les 9 et 10 novembre à Strasbourg. Elle a abordé trois sujets : les projets intégrés pour bâtir la ville durable, la cohésion sociale, enjeu de la ville durable, la ville durable et le développement territorial. Les organisateurs ont souligné l'importance du développement urbain durable pour les peuples méditerranéens. Les bouleversements liés aux révolutions arabes placent les acteurs urbains (collectivités territoriales, institutions financières et promoteurs) au cœur de la réflexion pour construire la ville durable en Méditerranée. Deux habitants sur trois du pourtour méditerranéen sont citoyens. Avec près de 100 millions d'habitants supplémentaires entre 2000 et 2025, les villes du Sud de la Méditerranée connaîtront des changements majeurs dans tous les domaines. Il faut donc se préparer.

AU COURS DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE L'UPM, LES MINISTRES PRÉSENTS ONT ADOPTÉ UNE DÉCLARATION, PLAIDANT POUR L'ÉLABORATION D'UNE «STRATÉGIE URBAINE DURABLE».

Les ministres présents ont adopté une déclaration, plaidant pour l'élaboration d'une *stratégie urbaine durable*, respectant le rythme de développement de chacun des quarante-trois États membres. Cette stratégie sera élaborée par les hauts fonctionnaires sectoriels avec l'appui du secrétariat de l'UPM. L'action menée sur la base d'un travail préparatoire inclura notamment un *schéma d'orientation pour des villes et des territoires méditerranéens durables*. Elle permettra une mise en perspective partagée des stratégies urbaines et territoriales et identifiera les principes et valeurs essentiels pour un



Le tramway à Rabat. Le développement des transports publics est un impératif.

développement urbain harmonieux. Elle suppose une étude préliminaire visant à déterminer si la création d'un *mécanisme cohérent*, tel qu'une Agence urbaine pour la Méditerranée, est nécessaire pour soutenir ce développement dans les pays de la région, prenant en compte le principe des *contributions volontaires*. À ce sujet, les ministres ont exprimé la nécessité d'agir en conformité avec les politiques et réglementations nationales et avec l'*approbation* des autorités compétentes. ■

Les points essentiels de la déclaration

- Un cadre d'orientation pour des villes euro-méditerranéennes durables.
 - Un appel aux donateurs pour qu'ils encouragent les projets de développement urbain durable susceptibles d'être *labellisés* par l'UPM.
 - Une étude préliminaire sur la création d'un mécanisme cohérent.
- La déclaration soutient des projets intégrés dans le développement urbain durable et l'aménagement du territoire au sein de l'UPM. Le Secrétariat de l'UPM encourage les acteurs urbains et territoriaux à lui soumettre des projets. Avec la Banque européenne d'investissement (BEI),

l'Agence française du développement et la Commission européenne, il prépare une *Initiative de financement pour les projets urbains* et fait en sorte que cette facilité – qui soutiendra financièrement et techniquement les projets – soit opérationnelle d'ici à 2012.

CADRE FINANCIER

Travaux de la commission de l'Économie et des Affaires financières de l'Assemblée parlementaire de l'UPM

● La création d'un cadre financier euro-méditerranéen pour le développement économique de la région méditerranéenne et la décentralisation et l'équilibre territorial et social ont été les deux thématiques abordées lors des travaux de l'assemblée parlementaire de l'UPM qui se sont déroulés fin octobre à Antalya (Turquie). Le représentant marocain, Abdelhamid Saadaoui, a estimé qu'« il serait judicieux de transformer la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (Femip) en une banque euro-méditerranéenne d'investissements à part entière

relevant de la Banque européenne afin de permettre d'instaurer une coopération financière euro-méditerranéenne "plus efficace" et "un environnement économique qui réponde aux aspirations des peuples de la région"». L'intervention de la délégation algérienne a porté sur la nécessité d'un cadre financier et économique pour les deux rives de la Méditerranée axé sur un partenariat favorisant le transfert de technologie, la création d'emplois et la croissance.

PARTENARIAT

UPM-Parlement européen

● «L'UPM peut jouer un rôle fondamental dans le renforcement de la coopération et de l'intégration de la région méditerranéenne.



Jerzy Buzek, président du Parlement européen.

En outre, elle peut soutenir la transition politique et économique en cours en adaptant ses projets pour répondre aux besoins des citoyens. Les priorités sont axées sur la création d'emplois et sur le développement local durable.»

Ainsi s'est exprimé Jerzy Buzek, président du Parlement européen, en recevant Youssef Amrani secrétaire général de l'UPM lors d'un entretien à Strasbourg. Ce dernier a rappelé que le secrétariat de l'UPM continuerait à coopérer étroitement avec

le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire de l'UPM. Dans cette optique, il est capital, selon lui, d'encourager une plus grande participation des élus locaux, de la société civile et des jeunes, grâce à des projets ciblant le partenariat euro-méditerranéen. Jerzy Buzek a ajouté : « Les populations méditerranéennes attendent des réponses efficaces. En tant que représentants élus démocratiquement, les parlementaires doivent influencer la direction que prendra ce partenariat. » Il a indiqué que les députés européens étaient prêts à jouer ce rôle au sein de l'Assemblée parlementaire de l'UPM, avant de préciser : « Nous nous réjouissons de l'entrée en fonction de nos homologues tunisiens, égyptiens et libyens, élus librement et démocratiquement. »



GÉRARD MESTRALLET

PDG DE GDF SUEZ

Gérard Mestrallet va quitter au mois de décembre la présidence du Conseil de surveillance d'Ipemed. À cette occasion, il nous livre le bilan de cette activité et fait le point sur la stratégie de son groupe dans le Bassin méditerranéen.

« Les bouleversements actuels peuvent générer des opportunités »

SUEZ est née de la fabuleuse aventure du creusement du Canal de Suez. En quoi l'entreprise que vous présidez aujourd'hui en est-elle héritière ?

C'est avant tout l'esprit visionnaire et entrepreneurial qui constitue l'héritage légué par la Compagnie de Suez. Aujourd'hui, GDF SUEZ conserve cet esprit novateur avec, à l'image du Canal de Suez, des projets durables dans le temps et responsables, qui apportent aux populations ce qui est indispensable à leur développement (énergie, eau, propreté...), tout en respectant l'environnement. GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers pour répondre aux besoins en énergie et assurer la sécurité d'approvisionnement, tout en luttant contre les changements climatiques et en optimisant l'utilisation des ressources. Le groupe est aujourd'hui le premier producteur indépendant d'électricité dans le monde, avec un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO₂, le premier acheteur de gaz naturel et fournisseur de services d'efficacité énergétique et environnementale en Europe.

La Méditerranée occupe-t-elle une place particulière dans votre politique de développement international ?

GDF SUEZ est né de la fusion de deux entreprises déjà présentes dans le Bassin méditerranéen. C'est une région

stratégique pour le groupe. Nous sommes implantés dans la quasi-totalité des pays de la zone. Nous avons des projets dans l'exploration et la production de gaz, en Égypte et en Algérie notamment, dans les énergies renouvelables comme l'éolien au Maroc, au Portugal, en Italie, en Égypte et en Espagne. Nos perspectives de développement concernent également les services à l'énergie ou la gestion de l'eau et des déchets, comme c'est le cas en Algérie, avec le contrat de gestion des eaux d'Alger, ou au Maroc et en Égypte.

LE TEMPS DE LA MÉDITERRANÉE EST ARRIVÉ. C'EST UNE CHANCE POUR L'AFRIQUE MAIS AUSSI POUR L'EUROPE.

La Fondation GDF SUEZ a des projets humanitaires et sociétaux, en Égypte et au Maroc par exemple. Lors de mon dernier déplacement en Tunisie, je me suis engagé à ouvrir un bureau de la Fondation Agir contre l'exclusion (Face) dans ce pays. Le but est de transposer le travail fait en France par les entreprises et les organismes partenaires de Face, pour les aider à répondre aux défis économiques et sociaux issus du mouvement démocratique.

Quels sont les enjeux énergétiques et environnementaux en Méditerranée ?

Le pourtour méditerranéen compte un peu plus de 470 millions d'habitants et en comptera environ 570 millions en 2030. Selon l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), la demande

d'électricité pourrait y augmenter de 80 % d'ici à 2030. Les pays de la région vont devoir faire face à de nombreux enjeux et l'énergie est au centre de ces problématiques, d'autant plus que les pays de la rive sud sont inégalement dotés en ressources énergétiques et qu'elles s'épuisent.

Par ailleurs, la région pourrait être l'une des plus exposées au changement climatique et surtout aux éventuelles pénuries d'eau. Il faut pouvoir proposer aux Etats et aux populations des solutions durables. Le potentiel en termes d'énergie solaire ou éolienne, de dessalement d'eau de mer, est encore peu exploité. Dans le cadre du Plan solaire méditerranéen ou des réflexions engagées par l'UPEM et Ipemed, des pistes sont tracées. Il faut y travailler.

Quel bilan tirez-vous de votre stratégie dans le domaine de l'exploration et la production et le gaz naturel

liquéfié (GNL) avec le développement du permis gazier de Touat en Algérie et au Qatar ?

Nous sommes satisfaits de l'ensemble des projets engagés en Algérie, comme au Qatar, avec nos divers partenaires. Depuis les années 1960, nous coopérons avec l'Algérie dans le GNL. Nous travaillons actuellement sur le projet de Touat (Sud-Ouest algérien). En mars 2010, nous avons lancé le groupement TouatGaz, une association créée par Sonatrach et GDF SUEZ, pour développer et exploiter ce permis gazier. C'est un projet majeur du groupe. À terme, le site de Touat devrait produire chaque année 4,5 Gm³ de gaz naturel. Le début de la production est prévu pour 2015. Il en est de même pour l'Égypte et le Qatar qui détient les troisièmes réserves mondiales de gaz naturel. GDF SUEZ y est devenu opérateur dans l'exploration-production en 2009.

Les bouleversements que connaît la région depuis un an vont-ils avoir un impact sur votre stratégie ?

Il est évident qu'à court terme, les printemps arabes peuvent engendrer des

facteurs d'incertitude (changement de gouvernement, maintien ou non des projets d'infrastructures, révisions constitutionnelles ou contractuelles...). Mais les mouvements actuels peuvent générer un grand nombre d'opportunités. Le cas de la Tunisie en est une parfaite illustration.

En tant que Méditerranéen convaincu, quel vœu formez-vous pour la région ?

Le temps de la Méditerranée est arrivé. C'est une chance pour l'Afrique mais aussi pour l'Europe. Je souhaite que les mouvements engagés dans la région puissent aller au bout de leur processus, même si cela prend du temps. Il faut faire confiance aux jeunes générations. Pour éviter toute forme de désenchantement, l'un des principaux enjeux est celui de la reprise économique. C'est une condition essentielle pour le succès de ces révolutions. Mon souhait est que les nouvelles autorités réforment profondément leurs systèmes économiques afin de garantir la sécurité et la transparence des investissements engagés par les entrepreneurs locaux et étrangers. Ces réformes devraient conduire au désenclavement économique, favorisant ainsi la lutte contre l'exclusion. De notre côté, nous pouvons espérer que les futurs dirigeants de ces pays renforcent la dynamique d'intégration régionale sud-méditerranéenne et que le processus de l'Union pour la Méditerranée franchisse une nouvelle étape.

Vous êtes membre fondateur d'Ipemed depuis la création de cet Institut. Qu'est ce qui a motivé cet engagement ?

Je crois au potentiel économique, social et culturel de la région. Nous avons tous à gagner si le pourtour méditerranéen devient une zone d'interface et

LA MÉDITERRANÉE EST UNE RÉGION STRATÉGIQUE POUR LE GROUPE. NOUS SOMMES IMPLANTÉS DANS LA QUASI-TOTALITÉ DES PAYS DE LA ZONE.

d'échanges. L'initiative entreprise par Jean-Louis Guigou et ses partenaires permet de mettre en valeur l'importance d'une coopération euro-méditerranéenne renforcée. Les événements survenus nous encouragent à la poursuivre.

Mon choix d'accompagner ce mouvement d'Ipemed est un devoir personnel de citoyen et de chef d'entreprise. Je tiens à saluer l'engagement des partenaires et des entreprises qui ont contribué à faire de cette initiative un réel succès. Ipemed a la difficile mission de mobiliser, coordonner et encourager toute action ou projet visant à une meilleure

intégration régionale. Si l'Europe communautaire s'est formée sur des valeurs et des initiatives économiques et politiques, l'espace méditerranéen doit pouvoir compter sur les mêmes engagements pour se construire et se développer.

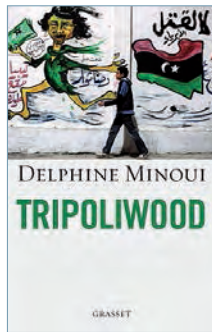
Vous quittez en décembre prochain la présidence du Conseil de surveillance d'Ipemed, quel bilan tirez-vous de ces deux ans d'activité ?

Tout d'abord, je salue le travail entrepris. La renommée et le niveau de sollicitation de cet institut témoignent aujourd'hui de la réussite du projet. Depuis quelques années, nous sommes nombreux, dirigeants d'entreprise ou d'association, à encourager Ipemed à produire des idées nouvelles et des études sur des sujets concrets tels que l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation... De nombreuses entités du Sud de la Méditerranée nous ont rejoint. Ipemed est désormais capable de faire des propositions concrètes et de préconiser des orientations pour favoriser l'intégration régionale, infléchir les politiques publiques pour rapprocher par l'économie les deux rives de la Méditerranée. Le bilan que je tire de ces deux années c'est la richesse autour de la création d'un savoir dans tous les domaines (revues, publications, rencontres...), et toutes les initiatives dont Ipemed a été le promoteur et le catalyseur, telles que l'EMCC, l'Euro-mediterranean Competitiveness Council. Ce club international de dirigeants d'entreprises entend influencer les chefs d'État et de gouvernement. Il est appelé à devenir le véritable porte-voix des entreprises pour construire, par l'économie, une Méditerranée productive, durable et solidaire.

Propos recueillis par Agnès Levallois

JE CROIS AU POTENTIEL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL DE LA RÉGION. NOUS AVONS TOUTS À GAGNER SI ELLE DEVIENT UNE ZONE D'INTERFACE ET D'ÉCHANGES.





Tripoliwood

DELPHINE MINOUI
Grasset, octobre 2011

Ce récit, écrit sur le vif, nous fait vivre pendant six semaines (fin février à début avril) une certaine réalité libyenne, vécue par quelques journalistes accrédités par le régime de Kadhafi mais cantonnés dans un hôtel cinq étoiles, situé au centre de la capitale. Ils étaient censés montrer ce qui se passait *réellement* dans le pays. Certaines scènes sont ubuesques et seraient même drôles si la vie des Libyens n'était pas en jeu. À travers ce long reportage, on parvient à saisir des bribes de ce qu'était la réalité du pays, les mensonges, la peur mais aussi la capacité des citoyens à contourner la censure, les filatures pour faire passer des messages, des informations au risque de leur vie.



La révolution du 25 janvier 2011 et l'économie égyptienne

ADEL MEHANY
Éditions Baudelaire,
septembre 2011

L'auteur, économiste égyptien, était enseignant à l'université Al Azhar au Caire avant de rejoindre l'université de Nice. Il nous livre des clés pour comprendre la révolution du 25 janvier 2011 en revenant sur la nature du système politique qui n'a connu aucun changement pendant des dizaines d'années contrairement au système social et économique. Les revendications des manifestants étaient dirigées contre un système politique dictatorial et corrompu et contre la classe dirigeante qui s'était approprié les richesses du pays. La non redistribution des fruits de la croissance et le sentiment que de plus en plus de catégories sociales ne pourraient pas assurer à leurs enfants des conditions de vie meilleures que les leurs ont fait naître une certaine frustration. Adel Mehany, propose ensuite des scénarios allant de l'optimisme au pessimisme suivant les taux de croissance envisagés et les choix politiques des électeurs lors du scrutin de novembre.

SUR LE NET

Regional Economic Outlook. Middle East and Central Asia

Rapport du FMI sur l'économie informelle



● Le rapport *Regional Economic Outlook. Middle East and Central Asia*, publié en octobre, consacre un chapitre à la part grandissante de l'économie informelle dans les pays importateurs de pétrole de la zone Mena. Elle atteint des taux allant de 26 % en Jordanie, 30 % au Liban et en Tunisie et jusqu'à 44 % au Maroc. D'après l'organisation internationale, quatre raisons principales expliquent ce phénomène : une charge réglementaire excessive sur les marchés des produits et du travail ; une pression fiscale trop forte ; la faiblesse des institutions étatiques et de la gouvernance. Cela a des conséquences négatives pour les travailleurs dans le domaine de la protection sociale, pour les perspectives de carrière et va à l'encontre de l'intégration.

www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2011/mcd/eng/pdf/oilimporters.pdf

Une nouvelle région méditerranéenne : vers la réalisation d'une transition fondamentale

Rapport du Femise

● Le dernier rapport annuel du Femise sur le partenariat euro-méditerranéen et la situation des pays méditerranéens est consacré à la phase de transition que traverse la région. Le Forum met en avant les facteurs à l'origine des soulèvements : un modèle de développement qui favorisait uniquement une élite composée de politiques



Constantin Tsakas, économiste du Femise et co-auteur du rapport.

et d'hommes d'affaires étroitement liés ; des jeunes exclus du processus décisionnel, le chômage et des disparités territoriales énormes. Tous ces éléments doivent être pris en compte pour mener à bien cette transition. Les chercheurs abordent ensuite ce qu'ils appellent *la chute du capitalisme autoritaire* avant de s'interroger sur l'emploi des jeunes en Méditerranée, la jeunesse étant la principale richesse à faire fructifier. Enfin, selon les auteurs, l'UE et ses partenaires méditerranéens doivent se mobiliser pour accroître leur potentiel d'échanges.

www.femise.org/2011/11/a-ne-pas-rater/rapport-du-femise-sur-le-partenariat-euromediterranee-2011



Jean-Noël Durvy, directeur général de la Fondation Sophia Antipolis

Un potentiel au Sud de la Méditerranée pour les pôles de compétitivité français

La Fondation Sophia Antipolis

● La Fondation Sophia Antipolis a présenté lors de la septième édition du forum des Pôles une étude sur huit

pays cibles du Sud de la Méditerranée : Algérie, Maroc, Tunisie, Liban, Chypre, Grèce, Turquie et Israël. « *Les pays du Bassin méditerranéen font partie des principaux partenaires potentiels pour les pôles de compétitivité qui cherchent à développer des partenariats à l'extérieur de l'Europe* », a exposé Jean-Noël Durvy, directeur général de la Fondation. Mis à part Israël, la plupart d'entre eux n'ont pas encore engagé la mise en réseau de clusters, mais ont mis en œuvre des politiques de soutien pour la création de parcs technologiques afin de faciliter l'émergence et l'attraction d'entreprises innovantes. Selon les conclusions de l'étude, quatre pays sont d'ores et déjà des cibles potentielles pour les pôles de compétitivité qui souhaitent nouer des partenariats au Sud de la Méditerranée : Israël, la Turquie, le Maroc et la Tunisie.

[www.sophia-antipolis.org/poles2competitivite/manifestations/7forum-poles\(2011\)/fr/presentation/22.pdf](http://www.sophia-antipolis.org/poles2competitivite/manifestations/7forum-poles(2011)/fr/presentation/22.pdf)

REVUES

● *Politique étrangère*, la revue de l'Ifri, consacre son dernier numéro à *Après le 11 septembre : les États-Unis et le Grand Moyen-Orient*. La *Revue internationale et stratégique* de l'Iris propose, elle, un dossier intitulé *Monde arabe : l'onde de choc*.

www.ifri.org/?page=nos-publications
www.iris-france.org/Archives/revue/revue_internationale_strategique.php3



MÉDITERRANÉE 2030

Scénarios et projections

À l'heure des révolutions arabes et de la crise de la zone euro, l'avenir de la Méditerranée est soumis à de grandes incertitudes. L'intégration régionale euro-méditerranéenne en pâtit. Pourtant, un riche tissu de relations économiques, institutionnelles et humaines continue de se développer dans cette région en devenir. Face aux complémentarités évidentes (valeurs, forces vives, dotations naturelles mais également production de biens et services) et aux défis auxquels les pays individuellement ne pourront pas répondre (insuffisance d'emplois adaptés, changement climatique et préservation des ressources naturelles, crises alimentaires, migration), plusieurs scénarios d'avenir peuvent être dessinés. C'est ce que le consortium *Méditerranée 2030*, initié par Ipemed en avril 2009, s'est attaché à réaliser.

L'avenir méditerranéen est confronté à plusieurs menaces : une insertion dis-

LA MÉDITERRANÉE EST SOUMISE À DE GRANDES INCERTITUDES. LE CONSORTIUM « MÉDITERRANÉE 2030 » A RÉALISÉ DANS UN OUVRAGE LES SCÉNARIOS SUSCEPTIBLES DE SE PRODUIRE DANS LA RÉGION.

parate des pays dans l'économie mondiale, créant des divergences entre économies de la région ; ou un scénario, assombri par la crise de 2008, aboutissant à une convergence par le bas et à une marginalisation des pays méditerranéens fragilisés par la crise des dettes souveraines au Nord et par une transition heurtée au Sud. Ces scénarios, vraisemblables, ne seraient pas favorables à une intégration euro-méditerranéenne.

AUTRE DESTIN POSSIBLE Cependant un autre destin est possible. Sous réserve d'une action politique forte, volontariste et partagée par tous les pays riverains, une convergence euro-méditerranéenne peut-être envisagée. Elle est basée sur la valorisation des complémentarités, sur une plus grande redistribution des richesses et sur un renforcement



Parmi les neuf recommandations

- Mettre en place une Banque méditerranéenne d'investissement sur les principes de la BEI
- Élaborer une politique commune de sécurité alimentaire
- Investir dans le capital humain
- Accélérer les transferts de savoirs, de compétences et de technologies

Retrouver l'intégralité de ces études en version française ou anglaise sur www.ipemed.coop

de la compétitivité dans un système régionalement intégré, jouissant des quatre libertés mises en place par l'Union européenne. Pour y parvenir, le consortium *Méditerranée 2030* a décliné neuf recommandations permettant la mise en place de cet écosystème méditerranéen.

Cécile Jolly et Macarena Nuño

MAGHREB Politiques de santé

● Les pays du Maghreb ont un défi commun majeur : soigner mieux et moins cher. Pour cela, ils doivent développer des politiques de santé mieux adaptées aux besoins multiples de leur population. Ces pays font face à une demande médicale croissante du fait d'une population plus nombreuse et vieillissante. La transition épidémiologique les met également en présence de maladies nouvelles, caractéristiques des pays développés : diabète, cancer, dépression, pathologies professionnelles, maladies respiratoires... qui nécessitent des soins de plus en plus coûteux. En outre, ils doivent rester en alerte face aux fléaux de jadis qui n'ont pas disparu : taux élevé de mortalité infantile et maternelle, maladies transmissibles... Ce double fardeau implique une double charge

financière et une réorganisation des politiques publiques. D'un autre côté, l'offre de soins est caractérisée par une forte croissance du secteur privé, par une implantation inégale, concentrée dans les villes, et par un grand nombre de spécialistes au détriment de médecins généralistes. Autant d'enjeux qui engendrent un accès aux soins largement inégalitaire. Il s'agit aussi d'envisager les pistes pour une réforme du financement des systèmes de santé vers des formes plus universelles et équitables car la part des coûts supportée par les ménages reste trop élevée. Cette réforme doit être complétée par l'amélioration du système d'information et de données sanitaires et par une formation plus qualifiée des personnels de santé. Face à ces enjeux qui ont des



Novembre 2010, le roi visite un hôpital militaire de campagne à Agouddim (province de Midelt au Maroc).

répercussions économiques, humaines et sociales multiples, Ipemed a lancé une large réflexion avec des experts du Sud de la Méditerranée afin

d'apporter des réponses communes à ces défis. Elle donnera lieu à la publication d'un rapport courant 2012.

Vanessa Berthomé et Macarena Nuño

La voie étroite du Partenariat de Deauville

Entre non-ingérence et non indifférence, quelle attitude doivent adopter les démocraties occidentales vis-à-vis des événements qui ont lieu dans le monde arabe ?

Les récentes élections en Tunisie semblent démontrer que les postures de non-ingérence affichées par les démocraties occidentales favorisent, de fait, la montée en puissance des islamistes. Le Partenariat de Deauville peut-il donc se construire durablement sur cette nouvelle forme de retenue – ou cécité – volontaire ? Lors d'une rencontre organisée par Ipemed et l'Académie diplomatique internationale, Christian Masset, directeur général de la Mondialisation au ministère des Affaires étrangères et européennes, et Radhi Meddeb, président d'Ipemed et de l'association tunisienne Action et développement solidaire (ADS), se sont exprimés sur *Les printemps arabes et la Communauté internationale. Le partenariat de Deauville*.

Christian Masset a parlé de la genèse et du cheminement du Partenariat de Deauville, dont il a rappelé notamment l'absence de conditionnalité – « Nous travaillons sur des plans d'action présentés par les pays partenaires du Sud » – et le caractère non prescriptif, côté Nord : « L'affirmation des valeurs (État de droit, statut des femmes, accès à l'éducation...) apparaît en creux ».

Il a affirmé que « les plans d'action progressaient » avant de conclure qu'il atten-

dait une autre avancée significative lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères du Partenariat de Deauville (tenue depuis à Koweït le 21 novembre) – la dernière sous présidence française du G8 avant le passage de relais aux États-Unis, en 2012 « qui se disent très intéressés ». « C'est, pour eux, une priorité », a-t-il ajouté.



Radhi Meddeb, président d'Ipemed et de l'association tunisienne Action et développement solidaire

INQUIÉTUDES DE RADHI MEDDEB. L'intervention de Radhi Meddeb qui a suivi, s'exprimant ici à titre personnel, a fait l'effet d'une douche froide : « Au Sud, déclara-t-il, il y a un grand scepticisme quant au Partenariat de Deauville... En Tunisie, nous n'avons pas oublié qu'à Deauville, notre Premier ministre fut reçu à 9 heures du matin, une heure avant la Déclaration finale. Comme l'on dit familièrement, "les carottes étaient déjà cuites" ! Nous avons eu aussi le sentiment que le G20 ne faisait que confirmer les engagements déjà annoncés par les uns et les autres, notamment Européens et Américains ».

Ces dernières semaines, en Tunisie, l'inquiétude des progressistes a augmenté de plusieurs crans. Fin octobre, Rached Ghannouchi, chef de file d'Ennahda, a déclaré que le français était,



Christian Masset, directeur général de la Mondialisation au ministère des Affaires étrangères et européennes

selon lui, une langue polluante de l'arabité. La députée Souad Abderrahim a surrenchéri en traitant les mères célibataires « d'infamie pour la société », affirmant que « éthiquement, elles n'ont pas le droit d'exister ». Le 13 novembre à Sousse, Hamadi Jebali, futur Premier ministre islamiste, s'est exprimé : « Mes frères, vous vivez un moment historique, un moment divin, une nouvelle étape civilisationnelle dans un nouvel État si Dieu le veut, dans un sixième califat⁽¹⁾ ».

Rappelant ces faits, et « sans vouloir dénigrer le Partenariat de Deauville », Radhi Meddeb a déploré que la communauté internationale, l'Europe notamment, « ne fait que trop peu, trop tard [...] bien que ce qui se passe au Sud est aussi le problème de l'Union européenne ».

De fait, alors que le Partenariat de Deauville se contente d'affirmer les valeurs en creux, la question qui est posée, est celle de la voie étroite entre la non-ingérence et la non-indifférence. Que feront demain les pays nordistes du Partenariat de Deauville si ces valeurs venaient à être remises en cause dans les pays du Sud ? La retenue volontaire des diplomaties occidentales pourrait aboutir demain à des erreurs irréversibles, tout comme l'excès de complaisance les a conduit, hier, à soutenir les dictatures.

Alfred Mignot

1. Par référence au cinquième califat de Omar Ibn Abdelaziz (680-720), dont le règne, à Damas, se distingua par sa volonté de faire appliquer la charia dans toute sa rigueur.

NOMINATION



● Reda Hamiani vient d'être reconduit à la tête du Forum des chefs d'entreprises algériens (FCE) pour un troisième mandat. Il a obtenu 97 voix contre 63 pour son principal concurrent, Mohamed Bairi, PDG d'Ival. Créé en 2000, le FCE compte près de 270 adhérents et plus de 500 entreprises publiques et privées.

LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF : Agnès Levallois ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Cécile Jolly, Alfred Mignot, Macarena Nuño, Véronique Stéphan PHOTOS : Larbi Tensaouti, D.R. RÉALISATION : Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION : Mouquet (sur papier certifié PEFC) ABONNEMENTS ET CONTACT : communication@ipemed.coop ISSN 2106-8410